

Monsieur l'Orateur, je ne veux pas du tout miser sur le député de Mercier (M. Boulanger). Absolument pas.

Monsieur l'Orateur, les représentants des moyens d'information ne mentionneront pas ce que nous disons aujourd'hui. Non! Ceux qui veulent savoir ce qui s'est produit à la Chambre, bref, ce que nous avons proposé, devront lire le hors-savoir de demain. Et l'on appelle cela la liberté de la presse! Mentir comme des effrontés, oublier ce qui fait l'affaire et parler des singeries ou des imbécilités qui se produisent à travers le pays, voilà le travail des journalistes. On est plus intéressé à ce qui se passe au Pakistan qu'à ceux qui crèvent de faim au Canada.

Nous avons eu, en fin de semaine, une grande réunion à Granby. La Société Radio-Canada était-elle là? Non! Mais M. Lévesque, qui n'est même pas député, ni à Ottawa ni à Québec, fait une petite déclaration à Montréal, et tout de suite Radio-Canada le cite. Cela ça va!

Lorsque j'ai dit—je le répète encore—que la Société Radio-Canada devrait être nettoyée, parce qu'elle est infiltrée de séparatistes, de socialistes et même de communistes, je savais ce que je disais. Cela rendrait service à la population, si l'on fermait les portes de Radio-Canada pour un an, afin de faire le nettoyage qui s'impose. C'est une source de division au pays. C'est une organisation qui sert à monter les uns contre les autres, au lieu de rapporter les faits tels qu'ils sont. Après cela, on m'accuse d'en vouloir à Radio-Canada. «Clique de pas bons», comme on dit en français, clique payée par l'argent des taxes que nous votons ici. En effet, 200 millions de dollars ont été votés par Ottawa, cette année, afin de maintenir une organisation de «va-nu-pieds» comme celle-là. C'est une organisation de zéros, une organisation de sans-cœur prêts à mordre et à cracher sur la main de ceux qui les font vivre.

Monsieur l'Orateur, ces gens-là ne parleront pas de nous ce soir ou demain. Ils ne parleront pas de ce qui se dit à Victoria. Rien!

Le très honorable premier ministre a dit ce matin: Ottawa refuse la primauté, mais il accepte la concurrence. Il refuse la primauté du Québec sur la taxation pour la sécurité sociale, car cela appartient à Ottawa. Mais pour l'ensemble du Canada, j'appuie cette position-là. «Accepte la concurrence». En bon français, cela veut dire: Québec, si tu veux plus d'allocations familiales, va percevoir tes taxes et donne-les en allocations. Je ne m'oppose pas à cela. Cela équivaut à une augmentation de taxes, mais Québec voudrait que ce soit Ottawa qui prenne la responsabilité. Cependant, Ottawa dit: C'est au Québec à prendre la responsabilité. La querelle existe entre les deux, non pas au sujet de la distribution, mais de l'imposition et de la taxation. On se querelle pour savoir à qui appartient le droit de fouiller dans les poches de qui, et comment. C'est cela la querelle. Elle ne porte pas sur le système monétaire.

Le député de Lapointe trouve cela drôle, mais il sait que j'ai raison. La primauté, non; la concurrence, oui. Cela veut dire qu'on continue à taxer. On dit aux provinces de taxer aussi. Cela fera deux taxes au lieu d'une, ce qui veut dire que les citoyens de la province de Québec seront plus satisfait. Ils diront: Au moins, le premier ministre nous a donné l'avantage de nous taxer davantage! Quelle grande amélioration!

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de discuter plus longtemps, mais au rythme où vont les choses, je

discuterais tout l'après-midi! Mes collègues ont aussi quelque chose à dire.

En terminant, monsieur l'Orateur, je voudrais dire que la stabilité du monde moderne repose sur la stabilité de sa monnaie.

Cependant, il est évident que la valeur de la monnaie est instable, mais toujours reliée directement à la valeur de la production. Si nous produisons plus pour un dollar, il est clair que notre dollar vaut plus. Si nous produisons moins, notre dollar vaut moins.

• (2.50 p.m.)

Cela signifie que la stabilité du monde moderne repose sur la stabilité de sa monnaie, en autant que sa monnaie représente la réalité. Il est bien douteux que toutes les misères infligées au peuple britannique par de mauvais rois, de mauvais Parlements, de mauvais ministres et par de mauvais juges ne soient égales aux misères attribuables à une mauvaise monnaie.

Nous pouvons le dire du Canada. Quand la monnaie «va», monsieur l'Orateur, tout va à merveille. Quand cela ne va pas, tout va de travers.

Lorsque j'ai demandé au président du Conseil du Trésor—qui est à la Chambre—de l'aide supplémentaire pour mon bureau, au sixième étage, on m'a répondu: On n'a pas d'argent, vous n'avez pas droit à de l'aide supplémentaire. Pourtant, il existe des chômeurs, des gens à employer, mais le gouvernement n'a pas d'argent pour cela.

Mais pour payer des dépenses de voyages à l'extérieur et à l'intérieur du Canada, pour aller partout, pour organiser les bureaux du gouvernement, des ministres, pour poser des tapis mur à mur, non pas des petits tapis à \$5.80 la verge, mais des tapis qui nécessitent presque l'utilisation de raquettes pour marcher dessus, tant ils sont épais, dans les bureaux des ministres, on trouve l'argent. Toutefois, pour donner à ceux qui en ont besoin, on discute comme on l'a fait mardi dernier pour conclure qu'on ne le peut pas.

Je fais appel au président du Conseil du Trésor pour nous donner l'aide dont nous avons besoin pour accomplir notre travail de député, et nous sommes en droit de l'obtenir au Parlement. Le ministre a l'air étonné; il n'était peut-être pas là, mais, en tout cas, il est avisé de prendre les moyens pour nous donner satisfaction.

Une monnaie saine, soit une monnaie qui conserve sa stabilité pour le remboursement des dettes, son pouvoir d'achat et qui préserve le pouvoir d'achat des salaires, des épargnes, des pensions, constitue la clé de la liberté économique, du progrès et du développement.

Le but d'une politique monétaire est donc le maintien de la stabilité du dollar, l'instrument d'une production maximum.

En vérité, après le maintien de l'ordre et de la loi, ce devrait être la plus importante responsabilité de l'État. On ne pourra jamais maintenir l'ordre et la loi dans un pays, si la finance n'est pas mise au service de l'être humain.

Il est reconnu que les biens et les services constituent la valeur de la monnaie, contrairement à ce que le député d'Edmonton-Ouest disait avant le dîner. Il prétendait que ce serait une création monétaire sans considération basée sur rien. C'est là qu'il m'a prouvé qu'au lieu d'avoir une tête sur les épaules, il a un «porte-chapeau», et rien d'autre.